

Niveaux d'APD en 2021 - Données préliminaires

Note de synthèse détaillée



OCDE – Paris, le 12 avril 2022

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 12 avril 2022, 11h30, HEURE DE PARIS

Chiffres préliminaires de l'APD en 2021

En 2021, l'aide publique au développement (APD) consentie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) s'est établie au total à 178.9 milliards USD, ce qui représente 0.33 % de leur revenu national brut (RNB) combiné (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ce total se décompose comme suit : 174.9 milliards USD sous forme de dons, de prêts à des entités souveraines, d'allègements de dette et de contributions à des institutions multilatérales (calculés sur la base de l'équivalent-don), 1.1 milliard USD consacrés à des structures utilisant des instruments du secteur privé (ISP) axés sur le développement, et 3.0 milliards sous la forme de prêts nets accordés à des entreprises privées opérant dans des pays admis à bénéficier de l'APD et de prises de participation dans de telles entreprises.

L'APD totale a augmenté en 2021 de 4.4 % en termes réels¹ par rapport à son niveau de 2020 (voir Tableau 2), atteignant ainsi un nouveau sommet². Cette augmentation est due pour l'essentiel au soutien consenti par les membres du CAD à l'appui d'activités de lutte contre le COVID- 19, en particulier sous la forme de dons de vaccins destinés à remédier aux inégalités mondiales en matière de vaccination³. Hors coût des vaccins, l'APD a enregistré une progression de 0.6 % en termes réels par rapport à 2020 (voir Tableau 3a).

L'APD correspondant aux dons de vaccins contre le COVID- 19 s'est élevée à 6.3 milliards USD (soit 3.5 % de l'APD totale), et a porté sur près de 857 millions de doses pour les pays en développement. Sur ce total, 2.3 milliards USD (soit 1.3 % de l'APD totale) ont correspondu à des dons de doses excédentaires provenant des réserves nationales de vaccins (soit près de 357 millions de doses), 3.5 milliards USD ont porté sur des dons de doses spécifiquement achetées pour les pays en développement, et 0.5 milliard USD renvoie à des coûts connexes.

Pour établir la valeur des doses de vaccins contre le COVID-19 provenant des réserves nationales des différents pays en 2021, l'OCDE a recommandé que les membres appliquent un prix de 6.72 USD la dose, avec les mesures de sauvegarde qui s'imposent⁴. Tous les membres, à l'exception d'un seul, ont notifié leurs dons de vaccins en appliquant la recommandation de

¹ Les données en termes réels renvoient aux données ajustées de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

² L'APD totale a atteint en 2021 le niveau le plus élevé jamais enregistré, et sur la base de l'équivalent-don et selon la méthodologie des flux financiers.

³ Les dons de doses de vaccin excédentaires sont considérés comme une forme d'aide en nature, et peuvent ainsi être comptabilisées par les donateurs au titre de l'APD conformément aux règles de notification.

⁴ Voir DCD/DAC/STAT(2021)29/REV1. Ce chiffre correspond au prix moyen pondéré aligné sur le mécanisme COVAX – le mécanisme multilatéral mis en place pour fournir des vaccins aux pays en développement.

l'OCDE et, si pertinent, ont procédé aux ajustements nécessaires pour ne pas surévaluer leurs chiffres d'APD (voir Tableau 3a).

D'après les premières estimations, sur le total de l'APD consentie, les membres du CAD ont dépensé 18.7 milliards USD en 2021 pour des activités liées au COVID- 19⁵ (voir Tableau 3b), ce qui représente 10.5 % de leur APD nette combinée. Sur ce total, 11.0 milliards USD étaient destinés à apporter un soutien à la lutte contre le COVID- 19 (ex. : prévention, traitement, soins), ainsi qu'aux dons de vaccins. Les institutions de l'UE ont versé 10.5 milliards USD pour aider les pays en développement à parer aux conséquences de la pandémie, dont 1.3 milliard en voués au contrôle du COVID-19.

Le coût des réfugiés dans les pays donateurs s'est élevé à 9.3 milliards USD en 2021, soit un niveau pratiquement inchangé en termes réels par rapport à 2020 qui représente 5.2 % de l'APD totale des pays du CAD (voir Tableau 4). En termes réels, le volume d'APD correspondant au coût des réfugiés dans les pays donateurs a diminué de près de moitié depuis le sommet atteint en 2016, où il s'était élevé à 16 milliards USD et représentait 11.0 % de l'APD totale.

Les contributions versées à des organisations internationales ont augmenté de 9.4 %, alors que l'APD bilatérale consacrée à des programmes et projets et à l'assistance technique (hors coût des réfugiés dans le pays donneur et dons de vaccins) a chuté de 3.3 % (voir Graphique 2), en partie sous l'effet d'un recul des prêts souverains bilatéraux.

Les prêts souverains bilatéraux consentis par les pays membres du CAD calculés sur la base de l'équivalent-don, qui avaient progressé de 35 % en termes réels entre 2018 et 2020, ont baissé de 4.6 % par rapport à leur niveau de 2020, et ont représenté 10 % de l'APD bilatérale. Les pays qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur APD bilatérale sous forme de prêts souverains ont été la Corée (36 %), la France (23 %), le Japon (55 %). Les prêts souverains consentis par les institutions de l'UE ont en revanche augmenté de 2 % en termes réels, et ont représenté 15 % de leur APD bilatérale. Les contributions nettes d'APD pour les instruments du secteur privé (mesurées sur la base des flux financiers), ont régressé de 4 % en termes réels.

Performances des donateurs bilatéraux en 2021 sur la base de l'équivalent-don

En 2021, les États-Unis sont restés le principal donneur d'APD des pays membres du CAD (42.3 milliards USD), suivis par l'Allemagne (32.2 milliards USD), le Japon (17.6 milliards USD), le Royaume-Uni (15.8 milliards USD) et la France (15.4 milliards USD). Plusieurs pays ont atteint ou dépassé le niveau de 0.7 % fixé par les Nations Unies pour le rapport de l'APD au RNB : l'Allemagne (0.74 %), le Danemark (0.70 %), le Luxembourg (0.99 %), la Norvège (0.93 %) et la Suède (0.92 %). De nombreux fournisseurs non membres du CAD peuvent se prévaloir d'une longue tradition de coopération pour le développement. Selon les données préliminaires pour 2021 notifiées à l'OCDE, la Turquie a dépassé le niveau de 0.7 % en termes de ratio APD/RNB, affichant un pourcentage de 0.95 %.

En 2021, l'APD totale consentie par l'ensemble des pays membres du CAD, en pourcentage du RNB, s'est établie à 0.33 %, soit au même niveau qu'en 2020.

⁵ Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donateurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur.

L'APD a augmenté dans 23 pays membres du CAD, pour beaucoup sous l'effet du soutien apporté pour faire face à la pandémie de COVID-19, et a baissé dans six pays (voir Tableau 2).

Les donateurs du G7 ont fourni 76 % de l'APD totale, et la part du total apportée par les pays de l'UE membres du CAD s'est établie à 45 %.

L'APD consentie par les 19 pays du CAD qui font partie de l'UE s'est montée à 81.3 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 4.3 % en termes réels par rapport à 2020, et équivaut à 0.49 % de leur RNB combiné.

- Autriche (+8.7 %) : en raison d'une augmentation des dons bilatéraux comprenant l'aide humanitaire, l'aide en lien avec la pandémie de COVID-19 ainsi que des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Belgique (+2.3 %) : en raison d'une augmentation des coûts notifiés au titre des réfugiés sur le territoire et de l'aide allouée aux organisations multilatérales ;
- République tchèque (+7.8 %) : du fait d'une hausse de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Danemark (+2.8 %) : sous l'effet d'une augmentation de son aide bilatérale ;
- Finlande (+5.4 %) : en raison d'une augmentation globale de ses prêts aux organisations multilatérales ;
- France (+4.6 %) : en raison d'une hausse de ses dons bilatéraux et multilatéraux, et des instruments du secteur privé, ainsi que des dons de vaccins, lesquels, conjugués compensent la baisse des prêts bilatéraux et des coûts des réfugiés sur le territoire ;
- Allemagne (+5.1 %) : sous l'effet d'une augmentation de l'APD bilatérale et multilatérale en lien avec la pandémie de COVID-19 et les dons de vaccins ;
- Grèce (-23.9 %) : en raison d'une baisse des montants d'APD enregistrés au titre des coûts des réfugiés sur le territoire par rapport à 2020 ;
- Hongrie (-0.1 %) : du fait d'une baisse du niveau des contributions aux organisations internationales, qui a été compensée par les dons de vaccins ;
- Irlande (+14.8 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD bilatérale et multilatérale ;
- Italie (+34.5 %) : du fait d'annulations de dette, d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire, et du soutien apporté au système multilatéral pour faire face à la pandémie, y compris par les dons de vaccins ;
- Luxembourg (+9.7 %) : en raison d'une augmentation des dons bilatéraux, en particulier au titre de l'aide humanitaire ;
- Pays-Bas (-7.2 %) : du fait d'une baisse des dépenses liés au COVID en 2021 en comparaison des niveaux exceptionnels de 2020 ;
- Pologne (+9.4 %) : en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale, sous la forme notamment du soutien lié à la pandémie de COVID-19 et des dons de vaccins ;
- Portugal (+4.0 %) : sous l'effet d'une augmentation de son aide multilatérale et des dons de vaccins ;
- République slovaque (+0.6 %) : du fait essentiellement des dons de vaccins ;
- Slovénie (+19.0 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, y compris des dons de vaccins, et de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Espagne (+12.5 %) : en raison d'une augmentation de ses dons bilatéraux, y compris des dons de vaccins ;
- Suède (-15.7 %) : principalement sous l'effet de la pleine prise en compte en 2020 de sa contribution pluri-annuelle au Fonds vert pour le climat.

L'APD totale versée par les institutions de l'UE a reculé de 8.1% en termes réels du fait de remboursements de prêts au secteur privé qui, conformément aux dispositions provisoires, sont comptabilisés sur la base des flux financiers nets. Cela reflète de plus la concentration des décaissements en 2020 qui ont assuré un soutien rapide aux pays partenaires en réponse à la pandémie de COVID-19.

L'APD totale versée par les autres pays du CAD a augmenté ou diminué en termes réels comme suit :

- Australie (+4.5 %) : du fait d'une hausse des dons bilatéraux ;
- Canada (+8.0 %) : en raison du soutien exceptionnel apporté pour faire face à la pandémie et d'une augmentation du financement climatique ;
- Islande (+11.7 %) : du fait d'une hausse du coût des réfugiés sur le territoire et de l'achat de vaccins au bénéfice des pays en développement ;
- Japon (+12.1 %) : en raison d'une augmentation du soutien apporté à l'appui d'activités liées au COVID-19 ;
- Corée (+20.7 %) : en raison d'une hausse de ses prêts bilatéraux et de ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Nouvelle-Zélande (+13.8 %) : sous l'effet d'une augmentation de ses dons au titre de la lutte contre les effets économiques, sociaux et sur la santé de la pandémie, ainsi que de la volatilité annuelle d'un cycle budgétaire triannuel ;
- Norvège (-11.6 %) : son APD globale a chuté en termes réels, même si le pays a accru la part de son APD allant à la santé et à la lutte contre le COVID-19 en 2021 par rapport à 2020 ;
- Suisse (+6.0 %) : en raison d'une hausse de ses dons bilatéraux pour lutter contre les conséquences de la pandémie et à la réponse à la crise en Afghanistan ;
- Royaume-Uni (-21.2 %) : en raison de la décision du Royaume-Uni d'abaisser temporairement à 0.5 % son ratio APD/RNB eu égard à l'impact économique de la pandémie ;
- États-Unis (+14.4 %) : du fait de la hausse de ses contributions aux organisations multilatérales et de l'achat de vaccins ayant fait l'objet de dons aux pays en développement.

D'autres pays fournisseurs ont également apporté des contributions de grande ampleur aux efforts de coopération pour le développement en 2020, en fonction de l'avantage comparatif de leurs programmes respectifs. Parmi ceux qui ont notifié leurs apports de fonds à l'appui du développement à l'OCDE, quelques changements sont à noter :

- Bulgarie (+0.5 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, qui a compensé ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Croatie (+15.8 %) : du fait de la hausse de ses contributions multilatérales ;
- Estonie (+18.4 %) : du fait de la hausse de ses contributions multilatérales ;
- Israël (+32.3 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD ;
- Lettonie (+9.9 %) : en raison d'une augmentation globale de son APD ;
- Lituanie (+10.7 %) : en raison essentiellement d'une augmentation de son APD bilatérale ;
- Roumanie (+1.2 %) : en raison d'une hausse de son APD bilatérale, qui a compensé ses contributions aux organisations multilatérales ;
- Arabie saoudite (+10.2 %) : du fait d'une augmentation de son programme d'aide bilatérale ;

- Turquie (-23.7%) : s'expliquant par une diminution de son APD globale ;
- Taipei chinois (-22.2 %) : du fait que certaines contributions multilatérales importantes des dernières années n'avaient pas été versées ;
- Émirats arabes unis (-24.1 %) : en raison d'une forte baisse de son APD bilatérale.

Méthodologie utilisée par le CAD-OCDE pour comptabiliser les prêts dans les données de l'aide publique

En 2014, les membres du CAD ont décidé de moderniser la notification des prêts concessionnels et d'évaluer l'élément de libéralité en appliquant des taux d'actualisation différenciés selon le groupe de revenu, et en introduisant un système d'équivalent-don pour le calcul des chiffres de l'APD. Au lieu d'enregistrer les flux financiers effectifs entre un donneur et un pays bénéficiaire, les membres du CAD sont convenus que le chiffre global pour l'APD serait fondé sur l'équivalent-don des prêts consentis au titre de l'aide, autrement dit l'« élément don » des prêts, exprimé en valeur monétaire⁶. La méthode de l'équivalent-don permet d'établir une comparaison plus réaliste de l'effort consenti lors de l'octroi de dons et de prêts, et d'encourager le recours à des dons et à des prêts fortement concessionnels (ou assortis de conditions libérales), en particulier aux pays à faible revenu⁷.

Ce changement dans la méthode de calcul de l'APD a pris effet à compter de 2019 avec la publication des chiffres de l'APD consentie en 2018, et le détail de la composition de l'APD selon la nouvelle méthodologie est présenté dans les Tableaux 1 et 2.

Les nouveaux chiffres globaux de l'APD calculée sur la base de « l'équivalent-don » ne sont plus comparables avec les séries rétrospectives fondées sur les « flux financiers ». Selon la méthode des flux financiers, les apports nets de capitaux sur la durée de vie d'un prêt sont nuls, parce que les remboursements du principal sont déduits à mesure qu'ils sont effectués ; les remboursements d'intérêts ne sont pas pris en compte⁸. Selon la méthode de l'équivalent-don, les paiements correspondant aussi bien au principal qu'aux intérêts sont pris en considération, mais actualisés à la valeur qui est la leur aujourd'hui.

L'application de la méthode de l'équivalent-don pour calculer l'APD aboutit, pour 2021, à des niveaux d'APD de 0.7 % supérieurs pour l'ensemble des pays du CAD, les effets sur les chiffres de certains pays étant significatifs : Japon (+12 %), Espagne (+9 %) et France (-7 %).

⁶ Pour en savoir plus, voir : www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm.

⁷ En 2016, les membres du CAD sont convenus d'une méthodologie pour comptabiliser l'équivalent-don des prêts à des entités souveraines et des prêts aux institutions multilatérales. En 2020, ils se sont accordés sur une méthode de calcul de l'équivalent-don pour les opérations d'allégement de la dette. Ils ne sont toutefois pas encore parvenus à un accord sur la méthode de calcul de l'équivalent-don d'APD pour les prises de participation et les ISP. En attendant qu'un accord soit trouvé, les membres du CAD ont décidé de modalités provisoires de notification pour les ISP, selon lesquelles soit les contributions à des institutions de financement du développement (IFD) et à d'autres structures recourant aux ISP peuvent être comptabilisées à leur valeur nominale (approche institutionnelle), soit les prêts et prises de participation directement négociés avec des entités du secteur privé peuvent être comptabilisés sur la base des flux financiers (approche fondée sur les instruments), le produit de toute cession de participations étant plafonné à la valeur de l'investissement initial. Les membres du CAD poursuivront leurs travaux, avec le soutien du Secrétariat de l'OCDE, afin de parvenir à un accord pour rendre la notification des ISP conforme à la nouvelle méthode de l'équivalent-don.

⁸ La déduction des versements d'intérêts aboutit à une mesure appelée « transferts nets ».

Par souci de transparence, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculée sur la base des flux financiers, mais depuis les données de 2018, les chiffres globaux de l'APD permettant de mesurer la performance des donateurs en volume ou en pourcentage du revenu national brut (RNB) sont publiés sur la base de l'équivalent-don.

Apports d'APD 2021 calculés sur la base des flux financiers

Comme indiqué plus haut, les chiffres globaux de l'APD calculés sur la base de l'« équivalent-don » ne sont pas comparables avec les séries rétrospectives calculées sur la base des « flux financiers ». À des fins de transparence et d'analyse de l'évolution des tendances, l'OCDE continuera de publier les données d'APD calculées sur la base des flux financiers. Les données suivantes se réfèrent aux apports nets d'APD calculés sur la base des flux financiers, sauf mention contraire.

Les apports nets d'APD fournis par les pays membres du CAD se sont élevés à 177.6 milliards USD en 2021, soit une augmentation de 3.3 % en termes réels par rapport à 2020 (voir Tableau 2).

En 2021, 19 % de l'APD bilatérale brute consentie par les membres du CAD l'a été sous la forme d'apports hors dons (prêts et prises de participation). Le reste de l'APD bilatérale a été fourni sous forme de dons.

L'aide humanitaire s'est élevée à 18.8 milliards de USD et augmente de 3.5% en termes réels par rapport à 2020. Les opérations de remise de dette nettes restent à un faible niveau à 545 millions de USD.

Les données préliminaires de 2021 montrent que les apports nets d'APD bilatérale fournis par les pays du CAD à l'Afrique ont augmenté pour atteindre 35 milliards USD, soit une hausse de 3.4 % en termes réels par rapport à 2020. Sur ce total, l'APD nette destinée à l'Afrique subsaharienne s'est établie à 33 milliards USD, soit une hausse de 2 % en termes réels.

Par catégorie de revenu, les apports nets d'APD bilatérale consentis par les pays du CAD ont augmenté pour tous les groupes, comme suit : les pays à faible revenu ont reçu 28 milliards USD, soit une progression de 1 % en termes réels par rapport à 2020, et les pays à revenu intermédiaire 38 milliards USD, soit une hausse de 7 %. L'APD nette aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a également augmenté, de 6 %, pour atteindre 21 milliards USD.

Il ressort des données préliminaires que les apports nets d'aide bilatérale fournis par les membres du CAD au groupe des pays les moins avancés se sont élevés à 33 milliards USD, soit une progression de 2.5 % en termes réels par rapport au niveau de 2020.

Résilience de l'APD en ces temps de crise

L'APD nette a plus que doublé en termes réels depuis 2000 (soit une hausse de 118 % en termes réels). Elle a progressé de 69 % en termes réels entre 2000 et 2010, sachant que les Objectifs du millénaire pour le développement ont été adoptés en 2000 et que les donateurs ont aussi pris d'autres engagements visant à renforcer leur APD (lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002 et au Sommet du G8 de Gleneagles en 2005). Les

budgets d'APD ont ensuite diminué, de 1 % en termes réels en 2011, puis encore de 4 % en 2012, sous l'effet de la persistance de la crise financière et de l'instabilité de la zone euro, qui a poussé plusieurs pays à resserrer leur budget, avec un impact direct sur l'aide au développement. L'APD a enregistré un nouveau rebond en 2013 et a continué d'augmenter jusqu'en 2016, où elle a atteint un premier sommet sous l'effet en particulier de l'afflux de réfugiés en Europe, et aux coûts des réfugiés dans les pays donateurs qui y sont associés. En 2017, 2018 et 2019, elle a diminué en raison de l'amenuisement des dépenses liées aux réfugiés. Depuis l'adoption des Objectifs de Développement Durables en 2015, l'APD nette a augmenté de 20%.

En avril 2020, au début de la pandémie, le CAD a publié une déclaration⁹ décrivant comment les membres allaient venir collectivement en aide aux pays en développement et s'efforcer de protéger les budgets d'APD. L'APD a atteint un pic en 2020 et également en 2021, en dépit des pressions budgétaires qu'ont connues l'ensemble des pays.

L'APD est depuis longtemps une source stable de financement du développement, qui a pu atténuer l'impact immédiat des précédentes crises financières (par exemple la crise de la dette au Mexique au début des années 80, la récession du début des années 90 et la crise financière de 2008). En 2020, l'APD a progressé au cours d'une année qui a vu régresser tous les autres grands apports de ressources extérieures aux pays en développement – le financement extérieur privé total à destination des pays en développement a reculé de 13 % en 2020, les échanges de 8.5 %, l'investissement direct étranger de 19 %, et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger de 1 %¹⁰. Les chiffres de 2021 démontrent encore une fois la résilience de l'APD, dans la réponse apportée à la crise du COVID-19.

En décembre 2021, les projections de l'OCDE tablaient sur une croissance du PIB mondial de 4.5 % en 2022 et de 3.2 % en 2023, du fait de la reprise mondiale après la pandémie. Cependant, la guerre qui a éclaté en Ukraine pourrait induire une baisse du PIB mondial de plus de 1 point de pourcentage la première année, et une hausse de l'inflation mondiale aux alentours de 2.5 points¹¹.

La Russie et l'Ukraine sont de gros producteurs et exportateurs de produits alimentaires comme le blé, de minerais et de produits énergétiques. La guerre a déjà provoqué des chocs économiques et financiers, en particulier sur les marchés de matières premières, où les prix du pétrole, du gaz et du blé grimpent en flèche. Le recul des exportations de blé en provenance de la Russie et de l'Ukraine aura de sévères conséquences sur nombre d'économies en développement et entraîneront une aggravation de la faim et de la pauvreté, dans un contexte où il a déjà fallu faire face aux répercussions du COVID-19 sur les systèmes économiques, sociaux et sanitaires. Environ quatre millions de personnes ont déjà quitté l'Ukraine, et leur nombre augmentera probablement, soit un chiffre supérieur au nombre annuel de demandeurs d'asile enregistré dans les pays européens au plus fort de la crise des réfugiés syriens en 2015-16. Les deux tiers environ des réfugiés venant d'Ukraine, essentiellement des femmes et des enfants, sont accueillis en Pologne, en Hongrie et en République slovaque. Cette crise aura sans nul doute un impact sur l'APD dispensée par les membres du CAD en 2022, dans la mesure où

⁹ <https://www.oecd.org/fr/cad/comite-d-aide-au-developpement/Pandemie-mondiale-de-Covid-19-declaration-CAD.pdf>

¹⁰ Voir OCDE (2020), *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2021 : Une nouvelle façon d'investir pour transformer notre monde*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>.

¹¹ OCDE (2022), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire de mars 2022 : Guerre en Ukraine : Conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f111a540-fr>.

ils aident les pays en développement à se redresser après la pandémie et à réagir face à la crise actuelle. Les membres du CAD ont montré qu'en temps de crise, les ressources d'APD peuvent être maintenues, voire accrues.

La présente note s'appuie sur les réponses apportées par les membres de l'OCDE au Questionnaire préliminaire sur les principaux agrégats de l'APD établi par le CAD. Les chiffres définitifs et détaillés relatifs aux apports publics et privés aux pays en développement seront disponibles en décembre 2022.

TABLEAU 1 : EQUIVALENT-DON DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2021^a
Millions de USD

Les données 2021 sont préliminaires

	APD totale (1+2)	APD/RNB %	EQUIVALENT-DON					FLUX ^b			Pour mémoire : Volume des flux totaux de l'APD - versements nets	
			Bilatéral		Multilatéral		Equivalent- don de l'APD sous-total (1)	Instruments du secteur privé		Dette et ISP, sous-total - sur la base des flux (2)		
			Dons	Equivalent- don des prêts	Remises de dettes	Dons et souscriptions au capital		Equivalent- don des prêts	Approche institutionnelle			Approche fondée sur les instruments
Allemagne	32 232	0.74	21 988	1 333	-	8 538	-	31 858	-	374	374	31 491
Australie	3 444	0.22	3 069	-	-	376	-	3 444	-	-	-	3 444
Autriche	1 460	0.31	615	8	-	778	-	1 400	-	60	60	1 485
Belgique	2 571	0.46	1 125	9	-	1 384	-	2 518	53	-	53	2 574
Canada	6 271	0.32	4 327	-	-	1 361	-	5 688	-	582	582	6 226
Corée	2 855	0.16	1 366	780	-	710	-	2 855	-	-	-	2 987
Danemark	2 874	0.70	1 901	-	-	974	-	2 874	-	-	-	2 867
Espagne	3 542	0.25	1 465	7	3	2 093	-	3 568	-	-26	-26	3 252
Etats-Unis	42 311	0.18	33 182	-	3	9 127	-	42 311	-	-	-	41 872
Finlande	1 436	0.47	604	-	-	629	108	1 340	-	95	95	1 493
France	15 448	0.52	6 079	2 160	-	5 975	143	14 357	-	1 091	1 091	16 700
Grèce	264	0.12	6	-	-	258	-	264	-	-	-	264
Hongrie	455	0.29	273	-	-	182	-	455	-	-	-	455
Irlande	1 169	0.31	628	-	-	541	-	1 169	-	-	-	1 169
Islande	72	0.28	59	-	-	13	-	72	-	-	-	72
Italie	6 017	0.28	1 622	173	477	3 745	-	6 017	-	-	-	6 119
Japon	17 619	0.34	5 678	7 485	-	3 461	444	17 068	-	551	551	15 750
Luxembourg	539	0.99	385	-	-	154	-	539	-	-	-	539
Norvège	4 673	0.93	3 301	-	-	1 173	-	4 474	199	-	199	4 673
Nouvelle-Zélande	681	0.28	580	-	-	101	-	681	-	-	-	681
Pays-Bas	5 288	0.52	3 757	-	-	1 530	-	5 288	-	-	-	5 288
Pologne	952	0.15	252	21	2	678	-	952	-	-	-	940
Portugal	450	0.18	162	-	-	288	-	450	-	-	-	438
République slovaque	151	0.13	34	-	-	115	-	150	-	-	-	151
République tchèque	362	0.13	75	-	-	284	-	359	2	-	3	362
Royaume-Uni	15 814	0.50	8 826	-	-	5 786	281	14 893	776	145	920	16 379
Slovénie	115	0.19	46	-	-	69	-	115	-	-	-	115
Suède	5 927	0.92	3 847	-	-	1 963	-	5 810	-	117	117	5 927
Suisse	3 927	0.51	2 940	-	-	947	-	3 887	33	7	40	3 926
TOTAL DU CAD	178 916	0.33	108 191	11 976	484	53 230	975	174 856	1 063	2 995	4 058	177 637
Performance moyenne des pays du CAD		0.39										
<i>Pour mémoire :</i>												
Institutions de l'UE	19 027	-	16 396	2 768	216	34	-	19 415	-	-388	-388	22 592
Pays CAD-UE	81 250	0.49	44 864	3 711	482	30 175	251	79 483	56	1 710	1 765	81 627
Pays du G7	135 711	0.32	81 701	11 151	480	37 993	868	132 192	776	2 743	3 518	134 537
Pays non membres du G7	43 205	0.36	26 490	825	5	15 237	108	42 664	287	252	540	43 100
<i>Pays non-membres du CAD : ^c</i>												
Estonie	60	0.17	25	-	-	35	-	60	-	-	-	60
Israël ^d	394	0.08	305	-	-	89	-	394	-	-	-	394
Lettonie	47	0.12	6	-	-	41	-	47	-	-	-	47
Lithuanie	83	0.13	17	-	-	66	-	83	-	-	-	83
Turquie	7 643	0.95	7 579	-	-	63	-	7 643	-	-	-	7 643
<i>Participants du CAD : ^e</i>												
Arabie Saoudite	2 124	0.30	1 549	280	-	24	21	1 874	-	250	250	2 245
Bulgarie	91	0.12	14	-	-	77	-	91	-	-	-	91
Emirats arabes unis	1 489	0.40	1 350	26	-	113	-	1 489	-	-	-	1 301
Roumanie	327	0.12	92	-	-	234	-	327	-	-	-	327
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^f</i>												
Croatie	94	0.15	22	-	-	73	-	94	-	-	-	94
Taïpei chinois	334	0.04	171	-	-	153	10	334	-	-	-	347

a) L'APD totale en 2021 comprend un montant de 12.0 milliards USD au titre de prêts accordés à des entités souveraines éligibles à l'APD, un montant de 1.1 milliard USD constitué de l'aide apportée à des mécanismes utilisant des ISP qui ont pour but de favoriser le développement, ainsi que des retours de capitaux, bénéfiques compris, provenant de ces organismes, un montant de 3 milliard USD constitué de prêts et de participations apportés à des entreprises privées ayant des activités dans des pays admissibles au bénéfice de l'APD, ainsi que des remboursements et des retours de capitaux provenant de ces entreprises.

b) Versements nets. Certaines rubriques ne sont pas encore incluses dans la mesure de l'équivalent-don car les directives pour la notification de statistiques ne sont pas encore approuvées : il s'agit de l'usage des instruments du secteur privé.

[https://one.oecd.org/document/DAC/DAC/STATI\(2018\)9/ADD3/FINAL/en/pdf](https://one.oecd.org/document/DAC/DAC/STATI(2018)9/ADD3/FINAL/en/pdf)

c) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

d) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

e) L'Azerbaïdjan et le Koweït et le Qatar ont également participé au CAD, mais n'ont pas envoyé de données préliminaires 2021 à l'OCDE.

f) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2021.

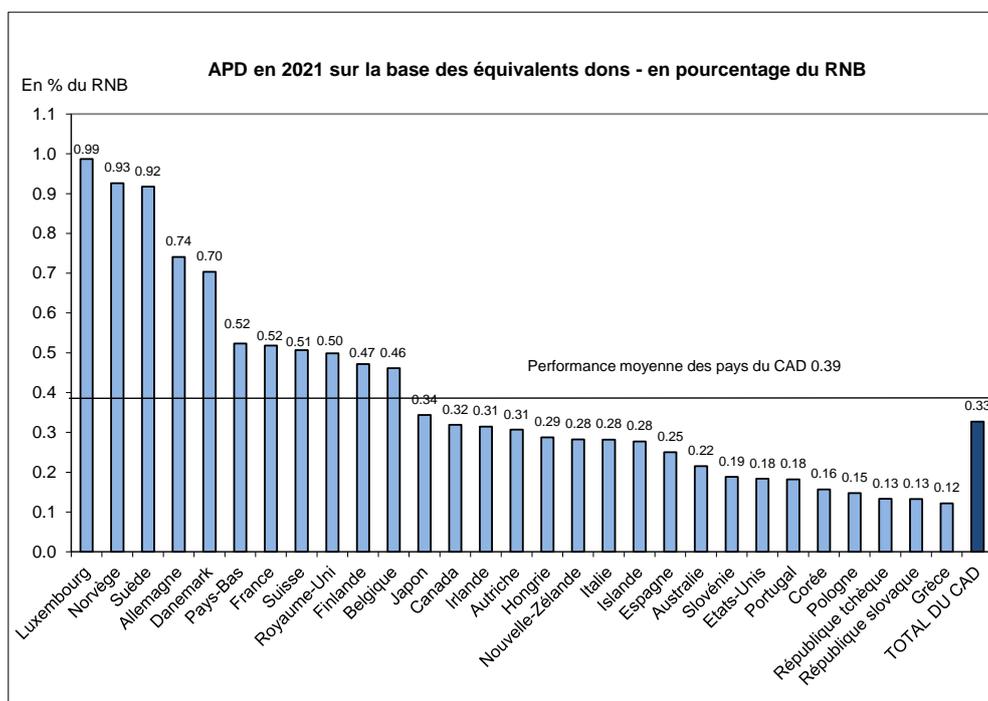
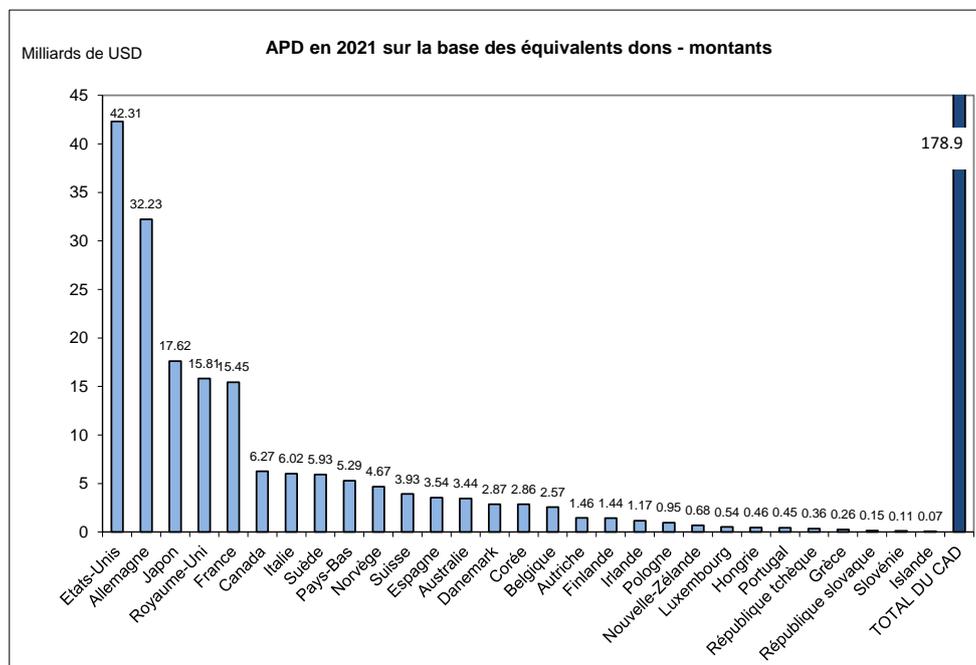
Notes: Les données 2021 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2022. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

GRAPHIQUE 1 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT CONSENTIE PAR LES MEMBRES DU CAD EN 2021, SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON

Millions USD

Les données relatives à 2021 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2022.

Tableau 2 : Tendence de l'aide publique au développement des membres du CAD en 2020 et 2021 sur la base des équivalents dons
Millions de USD, aux prix et taux de change de 2020
Les données 2021 sont préliminaires

	2021				2020				Variation en pourcentage entre 2020 et 2021 (c)	Pour mémoire :	
	<i>dont :</i>				<i>dont :</i>					2021	2020
	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %	APD totale	Équivalent-don (a)	Apports (b)	APD/RNB %		Volume des apports totaux de l'APD - versements nets	
<i>Pays du CAD :</i>											
Allemagne	30 143	29 794	349	0.74	28 680	27 838	842	0.73	5.1	29 450	29 320
Australie	2 997	2 997	-	0.22	2 869	2 869	-	0.21	4.5	2 997	2 869
Autriche	1 385	1 328	56	0.31	1 273	1 226	48	0.30	8.7	1 409	1 321
Belgique	2 398	2 348	50	0.46	2 344	2 280	64	0.48	2.3	2 400	2 376
Canada	5 456	4 949	507	0.32	5 052	4 645	407	0.31	8.0	5 417	4 871
Corée	2 716	2 716	-	0.16	2 250	2 250	-	0.14	20.7	2 841	2 293
Danemark	2 724	2 724	-	0.70	2 652	2 652	-	0.72	-2.8	2 718	2 641
Espagne	3 361	3 386	-25	0.25	2 987	2 996	-9	0.23	12.5	3 085	2 739
Etats-Unis	40 687	40 687	-	0.18	35 576	35 576	-	0.17	14.4	40 265	35 396
Finlande	1 347	1 258	89	0.47	1 278	1 166	112	0.47	5.4	1 401	1 278
France	14 775	13 731	1 043	0.52	14 125	13 475	650	0.53	4.6	15 972	16 013
Grèce	248	248	-	0.12	325	325	-	0.17	-23.9	248	325
Hongrie	418	418	-	0.29	418	418	-	0.27	-0.1	418	418
Irlande	1 134	1 134	-	0.31	988	988	-	0.31	14.8	1 134	988
Islande	65	65	-	0.28	58	58	-	0.27	11.7	65	58
Italie	5 714	5 714	-	0.28	4 248	4 248	-	0.22	34.5	5 811	4 396
Japon	18 226	17 656	570	0.34	16 260	15 703	557	0.31	12.1	16 293	13 660
Luxembourg	496	496	-	0.99	452	452	-	1.03	9.7	496	452
Norvège	3 708	3 550	158	0.93	4 196	3 996	200	1.11	-11.6	3 708	4 196
Nouvelle-Zélande	603	603	-	0.28	530	530	-	0.26	13.8	603	530
Pays-Bas	4 975	4 975	-	0.52	5 359	5 359	-	0.59	-7.2	4 975	5 359
Pologne	907	907	-	0.15	829	829	-	0.14	9.4	896	812
Portugal	430	430	-	0.18	413	413	-	0.18	4.0	418	421
République slovaque	142	141	-	0.13	141	141	-	0.14	0.6	142	141
République tchèque	323	320	2	0.13	299	296	3	0.13	7.8	323	299
Royaume-Uni	14 627	13 776	851	0.50	18 568	17 604	964	0.70	-21.2	15 151	19 253
Slovénie	108	108	-	0.19	91	91	-	0.17	19.0	108	91
Suède	5 355	5 250	105	0.92	6 349	6 262	87	1.14	-15.7	5 355	6 348
Suisse	3 776	3 738	38	0.51	3 563	3 519	44	0.49	6.0	3 776	3 721
TOTAL DAC	169 243	165 446	3 795	0.33	162 173	158 205	3 969	0.33	4.4	167 873	162 586
<i>Pour mémoire :</i>											
Institutions de l'UE	17 983	18 350	-367	-	19 568	19 564	4	-	-8.1	21 352	21 056
Pays CAD-UE ^d	76 382	74 709	1 671	0.49	73 251	71 455	1 796	0.50	4.3	76 759	75 739
Pays du G7	129 629	126 308	3 321	0.32	122 510	119 090	3 420	0.31	5.8	128 359	122 910
Pays non membres du G7	39 614	39 138	474	0.36	39 663	39 115	549	0.38	-0.1	39 513	39 676
<i>Pays non-membres du CAD : ^e</i>											
Estonie	59	59	-	0.17	50	50	-	0.17	18.4	59	50
Israël ^f	385	385	-	0.08	291	291	-	0.07	32.3	385	291
Lettonie	45	45	-	0.12	41	41	-	0.12	9.9	45	41
Lithuanie	80	80	-	0.13	72	72	-	0.13	10.7	80	72
Turquie	6 196	6 196	-	0.95	8 124	8 120	-	1.14	-23.7	6 196	8 124
<i>Participants du CAD : ^g</i>											
Arabie Saoudite	2 007	1 771	236	0.30	1 821	1 821	250	0.25	10.2	2 122	1 957
Bulgarie	86	86	-	0.12	86	86	-	0.13	0.5	86	86
Emirats arabes unis	1 407	1 407	-	0.40	1 853	1 853	-	0.52	-24.1	1 230	1 772
Roumanie	309	309	-	0.12	305	305	-	0.12	1.2	309	305
<i>Autres pays non membres de l'OCDE : ^h</i>											
Croatie	89	89	-	0.15	77	77	-	0.13	15.8	89	77
Taipei chinois	316	316	-	0.04	406	403	-	0.06	-22.2	328	504

a) L'APD totale comprend les dons, l'équivalent-don des prêts aux entités souveraines, les remises de dettes, les dons et souscriptions au capital des organisations multilatérales ainsi que l'équivalent-don des prêts à ces dernières.

b) Les apports comprennent les instruments du secteur privé sur la base des versements nets.

c) En tenant compte de l'inflation (déflateurs du PIB des Perspectives Economiques No 110 - Décembre 2021) et des mouvements de change.

d) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1^{er} février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

e) Le Chili, la Colombie et le Mexique ne communiquent pas leurs données sur les apports de financements publics pour le développement à l'OCDE.

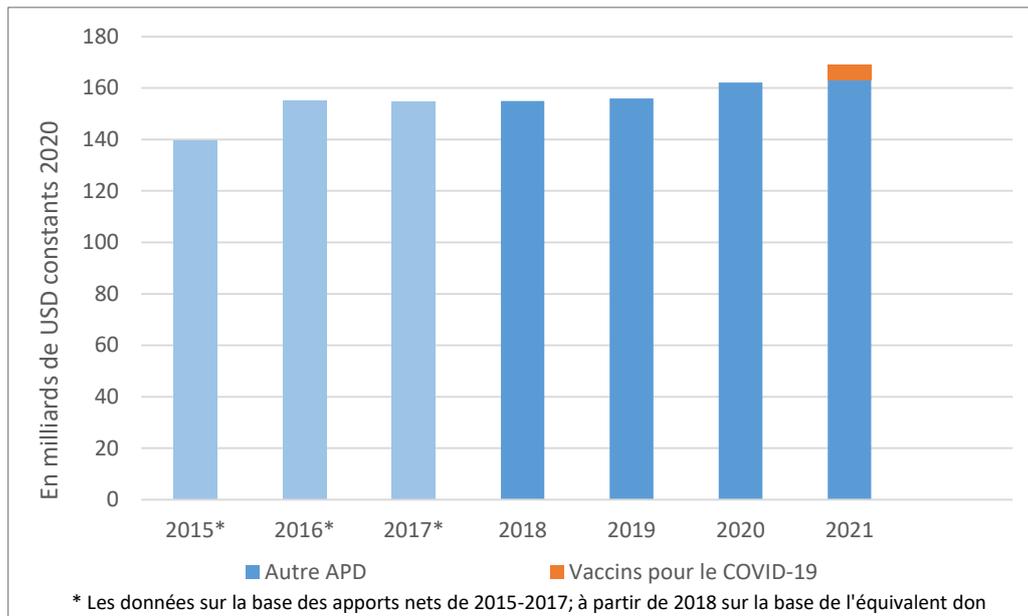
f) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

g) L'Azerbaïdjan, Koweït et Qatar sont également participants au CAD et n'ont pas envoyés leurs données préliminaires 2021 à l'OCDE.

h) Pays ayant communiqué leurs données préliminaires 2021.

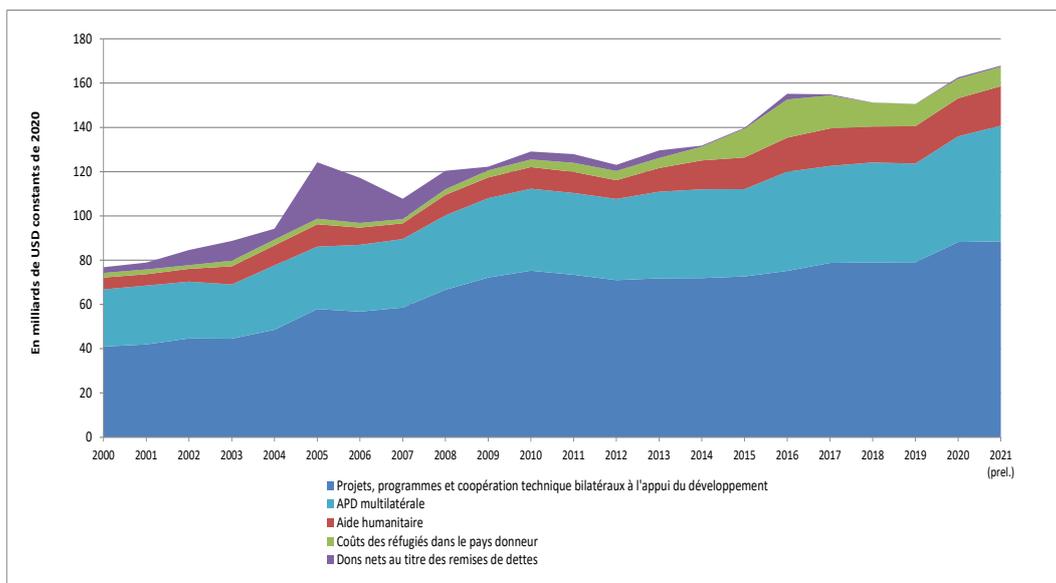
Source: OCDE, 12 avril 2022.

GRAPHIQUE 2: PART DES VACCINS COVID-19 DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES MEMBRES DU CAD EN 2021 SUR LA BASE DE L'ÉQUIVALENT-DON^a
Les données relatives à 2021 ne sont pas définitives



Source : OCDE, 12 avril 2022.

GRAPHIQUE 3: COMPOSITION DE L'APD NETTE ÉMANANT DES PAYS MEMBRES DU CAD



Source : OCDE, 12 avril 2022.

TABLEAU 3a: PART DES VACCINS CONTRE LA COVID-19 DANS L'APD DES MEMBRES DU CAD (a)
million de USD, sauf précision contraire
Les données 2021 sont préliminaires

	APD Equivalent-don	dont : donations totales de vaccins	dont:				Part des vaccins dans le total APD %	Variation d'APD en pourcentage 2020-2021 (c)
			Doses en excédent de l'approvisionnement domestique	Méthodologie appliquée pour rapporter les donations de doses de vaccins en excédent de l'approvisionnement domestique (b)	Doses expressément achetées à destination des pays en développement	Coûts auxiliaires		
Allemagne	32 232	693	693	SG	-	-	2	2.8
Australie (d)	3 444	0	0	-	0	0	0	4
Autriche	1 460	19	19	SG	-	-	1	7.3
Belgique	2 571	32	32	SG	-	-	1	1.0
Canada	6 271	84	84	SG	-	-	1	6.6
Corée	2 855	23	23	SG	-	-	1	19.7
Danemark	2 874	56	56	SG	-	-	2	0.8
Espagne	3 542	268	268	SG	-	-	8	4.0
Etats-Unis (e)	42 311	4 000	-	-	3 500	500	9	3.6
Finlande	1 436	-	-	-	-	-	-	5.4
France	15 448	318	318	SG	-	-	2	2.4
Grèce (d)	264	-	-	-	-	-	-	-23.9
Hongrie	455	36	36	N	-	-	8	-8.0
Irlande	1 169	8	5	SG	2	1	1	14.0
Islande	72	7	-	-	4	3	9	1.5
Italie	6 017	227	227	SG	-	-	4	29.4
Japon	17 619	206	206	SG	-	-	1	10.8
Luxembourg	539	-	-	-	-	-	-	9.7
Norvège	4 673	44	44	SG	-	-	1	-12.5
Nouvelle-Zélande	681	11	5	SG	5	1	2	11.9
Pays-Bas (e)	5 288	-	-	-	-	-	-	-7.2
Pologne	952	55	54	SG	1	-	6	3.1
Portugal	450	30	29	SG	-	1	7	-3.0
République slovaque	151	11	11	SG	-	-	7	-6.8
République tchèque	362	7	7	SG	-	-	2	5.9
Royaume-Uni	15 814	141	138	SG	-	3	1	-21.9
Slovénie	115	11	11	SG	-	-	10	7.4
Suède	5 927	41	41	SG	-	-	1	-16.2
Suisse (f)	3 927	-	-	SG	-	-	-	6.0
TOTAL DAC	178 916	6 330	2 309	-	3 512	509	4	0.6
<i>Pour mémoire :</i>								
Institutions de l'UE	19 027	-	-	-	-	-	-	-8.1
Pays CAD-UE	81 250	1 813	1 808	-	3	2	2	1.9
Pays du G7	135 711	5 670	1 667	-	3 500	503	4	1.4
Pays non membres du G7	43 205	660	642	-	12	6	2	-1.7

a) Les chiffres relatifs aux activités liées à la pandémie de COVID-19 sont encore préliminaires et partiels, dans la mesure où de nombreux donneurs sont toujours en train de collecter des informations détaillées, notamment les données par secteur. Les données détaillées seront publiées en décembre 2022.

b) Le Secrétariat a vérifié que les pays appliquaient ses directives dans la déclaration des dons de vaccins et a confirmé que les chiffres de l'APD des membres avaient été comparés à leurs dépenses réelles en 2021 et que, le cas échéant, un ajustement avait été effectué. SG - les membres ont suivi les directives du Secrétariat ; N - n'a pas suivi les directives du Secrétariat et a appliqué un prix plus élevé que recommandé. La Hongrie a choisi d'utiliser ses prix d'achat réels plutôt qu'un prix moyen fixe inférieur, comme le recommandent les orientations du Secrétariat. S'il l'avait fait, son APD pour les dons de vaccins dépassant l'offre nationale se serait élevée à 22,9 millions de dollars. Pour plus d'informations sur la valorisation des vaccins voir ici : <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/FAQs-ODA-eligibility-of-COVID-19-related-activities-FEB-2022.pdf>.

c) En tenant compte à la fois de l'inflation et des mouvements des taux de change.

d) L'Australie et la Grèce collectent toujours des données sur les dons de vaccins et incluront les chiffres dans leur rapport final sur l'APD.

e) Les Pays-Bas et les États-Unis n'ont pas pris en compte les dons de vaccins provenant de leur approvisionnement national dans leur APD.

f) La Suisse a inclus les dons de vaccins dans son APD mais ne peut pas indiquer le chiffre correspondant séparément, pour des raisons de confidentialité. Le Secrétariat a toutefois vérifié que les rapports étaient conformes à ses orientations.

Source: OCDE, 12 Avril 2022.

TABLE 3b: SOUTIEN DES MEMBRES DU CAD EN LIEN A LA COVID-19 (a)
million de USD
Les données 2021 sont préliminaires

	2021			2020		
	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	Pour mémoire: APD versements nets	Soutien en lien avec la COVID-19	dont: contrôle de la COVID-19 (b)	Pour mémoire: APD versements nets
Allemagne	3 023	1 000	31 491	4 350	922	29 320
Australie	-	-	3 444	1 114	167	2 869
Autriche	63	34	1 485	31	1	1 321
Belgique	72	52	2 574	112	4	2 376
Canada	1 497	1 054	6 226	321	114	4 871
Corée	485	377	2 987	557	451	2 293
Danemark	123	68	2 867	582	3	2 641
Espagne	456	300	3 252	153	34	2 739
Etats-Unis	5 088	5 088	41 872	436	436	35 396
Finlande	96	24	1 493	57	2	1 278
France	1 043	320	16 700	1 551	5	16 013
Grèce	-	-	264	-	-	325
Hongrie	48	48	455	24	14	418
Irlande	55	38	1 169	41	15	988
Islande	7	-	72	6	5	58
Italie	668	668	6 119	66	29	4 396
Japon	3 849	706	15 750	2 977	779	13 660
Luxembourg	82	-	539	1	1	452
Norvège	338	268	4 673	259	149	4 196
Nouvelle-Zélande	170	57	681	45	27	530
Pays-Bas	154	117	5 288	294	8	5 359
Pologne	60	55	940	21	1	812
Portugal	31	31	438	3	2	421
République slovaque	13	12	151	2	1	141
République tchèque	12	12	362	6	5	299
Royaume-Uni	756	261	16 379	2 125	418	19 253
Slovénie	13	13	115	2	1	91
Suède	84	61	5 927	465	73	6 348
Suisse	452	350	3 926	593	17	3 721
TOTAL DAC	18 738	11 014	177 637	16 195	3 685	162 586
<i>Pour mémoire :</i>						
Institutions de l'UE	10 453	1 260	22 592	1 322	246	21 056
Pays CAD-UE ^(c)	6 096	2 854	81 627	7 761	1 120	75 739
Pays du G7	15 924	9 097	134 537	11 827	2 703	122 910
Pays non membres du G7	2 814	1 917	43 100	4 368	982	39 676

a) Les données présentées dans ce tableau pour 2021 sont préliminaires et partielles, car de nombreux donateurs sont encore en train de collecter des informations détaillées sur les activités liées au COVID-19, notamment liés aux données par secteur. Ces données peuvent différer des annonces individuelles faites par les pays en raison du calendrier des paiements et certaines peuvent être rapportées dans les données de 2022. Les données détaillées seront publiées en Décembre 2022.

b) Couvre les activités liées au contrôle du COVID-19, par ex. information, éducation et communication; essai; la prévention; vaccination, traitement, soins et vaccins.

c) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

TABLEAU 4. COÛTS DES RÉFUGIÉS DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE
Données préliminaires pour 2021

	2021			2020			Variation en pourcentage :
	APD équivalent don	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD équivalent don	dont : Coûts des réfugiés dans le pays donneur	Coûts des réfugiés dans le pays donneur en pourcentage de l'APD	APD non compris les coûts des réfugiés dans le pays donneur
	millions de USD	millions de USD	%	millions de USD	millions de USD	%	2020 à 2021 ⁽¹⁾
	courants	courants	%	courants	courants	%	Aux prix et taux de change de 2020
<i>Pays du CAD:</i>							
Allemagne	32 232	2 690	8.3	28 680	2 631	9.2	6.1
Australie	3 444	-	-	2 869	-	-	4.5
Autriche	1 460	63	4.3	1 273	31	2.4	6.6
Belgique	2 571	251	9.7	2 344	134	5.7	-2.1
Canada	6 271	464	7.4	5 052	631	12.5	14.3
Corée	2 855	1	0.0	2 250	1	0.1	20.7
Danemark	2 874	52	1.8	2 652	57	2.2	3.1
Espagne	3 542	223	6.3	2 987	195	6.5	12.8
États-Unis	42 311	1 506	3.6	35 576	1 506	4.2	15.2
Finlande	1 436	69	4.8	1 278	59	4.7	5.3
France	15 448	1 151	7.5	14 125	1 224	8.7	6.0
Grèce	264	1	0.4	325	80	24.7	0.7
Hongrie	455	1	0.3	418	3	0.6	0.2
Irlande	1 169	50	4.3	988	38	3.8	14.2
Islande	72	9	12.2	58	6	9.8	8.8
Italie	6 017	556	9.2	4 248	229	5.4	29.0
Japon	17 619	0	0.0	16 260	0	0.0	12.1
Luxembourg	539	-	-	452	0	0.0	9.8
Norvège	4 673	52	1.1	4 196	47	1.1	-11.6
Nouvelle-Zélande	681	9	1.3	530	8	1.5	14.1
Pays-Bas	5 288	410	7.8	5 359	562	10.5	-4.3
Pologne	952	17	1.8	829	7	0.8	8.4
Portugal	450	9	2.1	413	10	2.4	4.3
République slovaque	151	1	0.7	141	1	0.7	0.6
République tchèque	362	6	1.7	299	6	1.8	7.9
Royaume-Uni	15 814	1 235	7.8	18 568	805	4.3	-24.1
Slovénie	115	2	2.0	91	3	3.0	20.2
Suède	5 927	88	1.5	6 349	149	2.4	-14.9
Suisse	3 927	368	9.4	3 563	323	9.1	5.6
TOTAL DU CAD	178 916	9 285	5.2	162 173	8 746	5.4	4.6
<i>Pour mémoire :</i>							
Pays CAD-UE ⁽²⁾	81 250	5 641	6.9	73 251	5 418	7.4	4.8

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

(2) Cette publication présente des séries chronologiques s'achevant avant le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 1er février 2020. L'agrégat CAD-UE présenté ici fait donc référence aux pays du CAD-UE qui exclut le Royaume-Uni.

Source: OCDE, 12 avril 2022.

DIRECTION DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT DE L'OCDE
<https://www.oecd.org/fr/cad>

© OECD 2022

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.